

Chronique

Fin de règne pour l'étalon-dollar, par Pierre-Antoine Delhommais

LE MONDE | 21.03.09 | 14h12 • Mis à jour le 21.03.09 | 14h12

On a tort de s'inquiéter. Tout se passera bien, début avril, à Londres, au sommet du G20. Les chefs d'Etat et de gouvernement et les patrons des banques centrales arboreront, sur la photo de famille, un large sourire, symbole de leur entente cordiale face à la crise. Chacun d'eux sait que l'étalage au grand jour de désaccords compromettrait le retour de cette fameuse confiance sans laquelle la croissance mondiale aura bien du mal à redémarrer. Confronté, chacun dans son pays, à une tension sociale croissante, aucun ne prendra le risque de la division et de la fausse note. Les apparences seront sauvées.

Il y a d'autant plus de raisons d'être optimiste que le G20 n'abordera pas les sujets qui fâchent. A commencer par celui, central, décisif, de l'organisation du Système monétaire international (SMI). Il ne figure même pas au menu. Fâcheux oubli pour un sommet que M. Sarkozy a présenté comme "*un nouveau Bretton Woods*" : la refondation du SMI avait pourtant été au coeur des accords de juillet 1944.

Fâcheux oubli, lorsqu'on sait la pagaille monétaire qui règne actuellement. Les devises des pays de l'Est ont dévissé, le yen s'est envolé, la livre sterling a plongé, le dollar est en lévitation et les Chinois maintiennent leur yuan sous-évalué. Quant à la Suisse, rompant avec ses traditions pacifiques, elle vient de déclencher une guerre monétaire en intervenant pour faire baisser son franc.

Fâcheux oubli, enfin, lorsqu'on sait à quel point le capitalisme est malade de sa monnaie, pour reprendre le titre du livre que deux économistes, Edouard Husson et Norman Palma, viennent de publier. Plus encore que de sa finance.

Malade de ce système d'étalon-dollar sous lequel l'économie mondiale vit depuis plusieurs décennies, et qui a permis aux Etats-Unis de se livrer à cette débauche de crédits, de dettes et de déficits. Les Etats-Unis n'auraient pas pu vivre comme ils l'ont fait, au-dessus de leurs moyens, ils n'auraient pas pu drainer les trois quarts de l'épargne mondiale, s'ils n'avaient pas possédé la devise de référence (dans la composition des réserves des banques centrales, sur le marché des changes, du pétrole, des métaux, dans le commerce mondial). S'ils n'avaient eu "*ce privilège exorbitant*" (Valéry Giscard d'Estaing) permettant "*des déficits sans pleurs*" (Jacques Rueff).

Husson et Palma ont calculé que le déficit cumulé de la balance courante américaine de 1972 à fin 2007 s'élevait à 8 380 milliards de dollars. "*C'est comme si les Etats-Unis avaient eu dans leurs mains la pierre philosophale*", expliquent-ils. N'importe quel autre pays, avec de tels déséquilibres de ses comptes, aurait connu la banqueroute. Pas les Etats-Unis, avec leur billet vert que tous les habitants de la planète, de l'Afrique à l'Asie en passant par la Russie, voulaient détenir.

L'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman a résumé un jour à sa façon ce circuit financier. *"C'est du blanchiment d'argent. Nous empruntons de l'argent à la Chine pour l'expédier en Arabie saoudite et prenons au passage de quoi remplir les réservoirs de nos automobiles."*

Mais voilà. Avec la crise des subprimes, avec la défaillance des grandes banques d'investissement de Wall Street, avec la création de l'euro et l'envol de la Chine, cela commence à sentir la fin de règne pour l'étalon-dollar. Pour les Etats-Unis, le temps des *"déficits sans pleurs"* pourrait bien toucher à sa fin. On a toujours les déficits, mais on a aussi les pleurs. Ceux des millions d'Américains, notamment, qui se retrouvent au chômage.

Dans une conférence de presse restée célèbre, le 4 février 1965, le général de Gaulle avait grondé contre ce système qui permet *"aux Etats-Unis de s'endetter gratuitement vis-à-vis de l'étranger (...)* Cette facilité unilatérale qui est attribuée à l'Amérique contribue à faire s'estomper l'idée que le dollar est un signe impartial et international des échanges, alors qu'il est un moyen de crédit approprié à un Etat".

Cette sortie avait été perçue à l'époque comme celle d'un vieil homme un peu dépassé par la modernité économique et monétaire. Surtout lorsque de Gaulle, directement inspiré par Rueff, avait proposé qu'on revienne à l'étalon-or. A ce régime qui prévalait avant 1914 et dans lequel toute émission de monnaie se fait avec une contrepartie et une garantie d'échange en or. *"Eh ! oui,* ajoutait le général, *l'or, qui ne change pas de nature, qui se met, indifféremment, en barres, en lingots ou en pièces, qui n'a pas de nationalité, qui est tenu, éternellement et universellement, comme la valeur inaltérable et fiduciaire par excellence."*

L'étalon-or a reçu, depuis, d'illustres soutiens, celui du Prix Nobel d'économie Robert Mundell et même celui... d'Alan Greenspan ! Son principal mérite : éviter une expansion trop forte du crédit et de la dette, empêcher les Etats de jouer les *"faux monnayeurs"*. Les "étatistes" ont d'ailleurs toujours détesté l'étalon-or, Keynes le qualifiait de *"relique barbare"*.

Le G20 entend reconstruire le système financier mondial sans rien changer au système monétaire international. Autrement dit, il prétend édifier un immeuble d'une solidité à toute épreuve sur des fondations mouvantes et vétustes. On aurait pu imaginer que Nicolas Sarkozy se fasse, à Londres, le porte-parole de tous ceux qui considèrent qu'il est temps de tourner officiellement la page de l'étalon-dollar. L'occasion était belle, peut-être unique, et il était le mieux placé pour le faire. Mais n'est pas de Gaulle qui veut.

Courriel : delhommais@lemonde.fr

Pierre-Antoine Delhommais

Article paru dans l'édition du 22.03.09